

Coulouse, 7 Juin 1916

R.

Monsieur,

Puisque vous avez bien voulu engager la conversation, vous aurez la bonté de me permettre de répliquer à votre réponse du 4 juin.

Que vous ayez reçu de divers membres de l'Action française une réponse identique à la mienne, cela ne pourrait manquer d'arriver; il n'en est pas un seul qui ne vous réponde de même. Alors, où trouveriez-vous votre clientèle fondamentale?

Ce ne sont pas les lecteurs du Temps, ni du Matin, ni du Journal, ni du Petit Parisien qui vous fourniraient les fonds ou le dévouement nécessaires. C'est là une clientèle amorphe et sans constance, et l'on ne s'appuie que sur ce qui résiste.

Vous l'avez bien compris, Monsieur, vous qui voudriez fonder "une action diétatoriale de l'élite française", puisque vous vous êtes adressé en grande partie aux patriotes éprouvés, aux membres ou ligneurs de l'Action française.

A ce propos, j'voudrais corriger une erreur de votre lettre assimilant l'Ac.

tion française à un parti. L'A.F. a dit cent  
fois qu'elle n'est pas un parti (tout ce qui est  
national est nôtre) et c'est mille fois vrai.  
Un parti cherche à assurer son triomphe personnel  
pour jouir des avantages ou profits du pouvoir.  
L'A.F., ni aucun de ses membres, ne recherche le  
pouvoir. Elle veut simplement le rendre à celui  
qui est désigné par l'histoire ou la naissance  
pour l'exercer au profit de tous, sans ligue  
ni compétition. Et le Roi emploiera tous les  
talents, toutes les Compétences, tous les dévouements,  
d'où qu'ils viennent.

Vous voulez maintenir l'union sacrée  
après la guerre. Qui donc la maintient avec plus  
de force ou d'efficacité que l'A.F.? Elle est  
le meilleur soutien du gouvernement établi, et  
vous avouerez qu'on lui en reconnaît un  
certain mérite, même paradoxal, si l'on oublie  
que son programme fondamental est l'intérêt  
national qui se traduit par cette formule :  
France d'abord! Pensez, vous dès lors que l'A.F.  
ne sera pas qualifiée pour maintenir cette  
union sacrée après la guerre, contre tous les  
agents de l'ennemi?

"Ce n'est pas Philippe VIII qui régnera  
à l'armistice, c'est M. Briand ou son frère",  
me dites-vous encore. A quoi j'éprouve :

3 /  
Qu'en savez-vous? qu'en savons-nous? - Cette  
guerre est terrible, elle ruine beaucoup d'esprits.  
D'autre part l'espionnage, et les manœuvres occultes  
de l'ennemi, et surtout les intrigues parlementaires  
compromettent sans cesse la défense nationale. Rien  
ne dit qu'un jour ou l'autre, sous la poussée des  
circonstances ou de la nécessité, sous la menace  
d'un péril plus grave, le Vrai Restaurateur n'ap-  
paraîsse pas nécessaire et d'une installation ur-  
gente, et que d'une façon ou d'une autre il n'im-  
pose son action reconstruisante et salutaire.

Lui seul, en tout cas, est capable d'exercer  
la dictature nationale que vous rêvez. Qui  
mettrez-vous donc à sa place? C'est ici le cas  
de citer la règle formulée par Le Play: " Je ne  
connais rien de plus dangereux, disait-il, que  
les gens qui propagent les idées fausses, sous  
prétexte que la nation ne voudra jamais y re-  
noncer. Si elle n'y renonce pas, elle périra;  
mais ce n'est pas un motif pour accélérer la  
décadence en adoptant l'erreur. Il n'y a pas  
d'autre règle de réforme que de chercher le Vrai  
ou de le Confesser quasi qu'il arrive. "

Voilà pourquoi, Monsieur, la certitude  
que nous avons d'être dans la vérité nationale,  
qu'aucun palliatif ne saurait suppléer,

vous empêche d'accepter aucune autre solution, plus ou moins vague et plus ou moins provisoire. La France, d'ailleurs, actuellement, n'a pas plus de répugnance pour le Roi que pour un dictateur quelconque. Elle demande un sauveur; il faut lui donner le seul qui soit vraiment apte à la sauver, et d'une manière durable.

Et puis, Monsieur, avez-vous bien réfléchi à l'énorme difficulté, à l'impossibilité, de vouloir, je dirai, de créer et de faire vivre "un grand journal d'information, indépendant de l'argent et des partis"? Mais où donc alors trouveriez-vous l'énorme somme qui est nécessaire pour une telle institution, et cela chaque mois, chaque jour, constamment? Et cela avec l'horrible cherté actuelle du papier?

Veillez considérer que l'A.F. a, sur toute l'étendue du territoire, des amis ardents qui sollicitent et recueillent des abonnements et des souscriptions. Je pourrais vous citer telle personne qui, dans un pays essentiellement bonapartiste et républicain, a obtenu, à la campagne, 250 abonnements; et son zèle est imité un peu partout. Vous pouvez lire chaque dimanche, dans l'A.F., la liste des souscriptions qui sont envoyées sans cesse pour le journal et la

propagande. Depuis un an (j parle de ce que j'ai dit), le tirage de l'A.F. a triplé. Mais, plus on vend, plus on perd : le papier est trop cher.

Et l'Action française, malgré ces succès, malgré tous ces dévouements et tous ces dons, vit tout juste. Je puis bien vous l'écrire, puis-  
qu'elle l'imprime parfois.

Dès lors, je le répète, comment ferez-vous pour faire vivre un grand journal "indépendant de l'argent et des partis" ? Nous, nous n'en avons pas assez pour l'A.F. et pour les œuvres de guerre et de tout genre ; et les autres s'en fichent.

Je crois, Monsieur, accomplir mon devoir en vous signalant l'impression dans laquelle vous vous engagez. Et je considère aussi comme un devoir de vous dire, en remarquant, après une quatrième lecture, l'imprécision et le vague de votre lettre du 4, qu'il n'y a qu'un moyen, pour les bons Français, de réaliser le programme que vous m'avez soumis : c'est de soutenir et de fortifier plus que jamais l'Action française, son journal, sa ligue, ses œuvres, son action.

Vous ne sauriez croire d'ailleurs combien c'est relativement facile en ce moment,

et Vous serez étonné de la qualité et du poids  
des nouveaux adhérents qui se sont rattachés  
à l'A. F. et se sont abonnés à son journal,  
Venus des partis politiques les plus éloignés  
et appartenant tant au monde industriel  
et commerçant qu'aux milieux intellectuels.  
Venez-y, Monsieur; c'est ainsi que  
vous réaliserez votre programme et  
réussirez à sauver votre pays.

Veillez agréer, Monsieur,  
l'assurance de ma considération  
la plus distinguée

Paul Mahon  
Paul Mahon  
6, rue de Remusat  
Loulouze

A Monsieur J. Deherme  
6, Boulevard de la Madeleine  
Paris